

## Surpopulation carcérale : un préfet cité à comparaître

Quatre détenus de la maison d'arrêt de Nîmes attaquent l'Etat pour "mise en danger d'autrui."

C'est une première. Quatre détenus de la maison d'arrêt de Nîmes attaquent l'Etat pour "mise en danger d'autrui." Selon France Bleu Gard Lozère, ils dénoncent ainsi leurs conditions de détention : à Nîmes, il y a 190 places de prison pour... 400 détenus. Leur avocate a donc cité le préfet à comparaître ce mercredi en tant que représentant de l'État dans le Gard.

"Vous avez des jeunes particulièrement vulnérables qui ont été victimes de viols. Vous avez des personnes qui sont atteintes de pathologies mentales et qui représentent un danger pour elles-mêmes et pour autrui, que j'ai dû visiter au sein de ce qu'on appelle les cachots. Inhumain ! Votre chien, vous ne le mettez pas à l'intérieur" accuse-t-elle. "L'administration pénitentiaire (...) subit et (...) est victime aussi de ce risque qui concerne à la fois les personnes détenues et à la fois le personnel pénitentiaire"